

INCOHERENCES ET PROMESSES

Michelle DEMEURE, SAINT MARCELIN DE CRAY

michellemarie.demeure@gmail.com

Il va s'agir ici d'incohérences et de promesses, qui parcourent tout ce projet de Center Parcs. Et pour finir, d'espoir.

“ Depuis quelques années, nous sommes en période de crise ce qui nous oblige à revoir notre mode de consommation : il faut adapter la production par rapport aux ressources naturelles car, petit à petit, nous assistons à l'épuisement de ces ressources. Nous rentrons dans l'ère du réchauffement climatique, de l'économie d'énergie. Il faut donc adapter notre consommation et retrouver un équilibre. Une restriction s'impose : modifier nos comportements, se tourner vers d'autres modes de consommation plus respectueux des hommes et de l'environnement d'où l'implication des collectivités locales ”.

Du Nicolas Hulot ? Non. C'était signé 'Les élus du Groupe Union pour l'Avenir de la Saône-et-Loire', dans Saône et Loire Infos, en Novembre 2014. L'intitulé du débat de cette page “ Comment les collectivités peuvent-elles accompagner l'émergence de modes plus sobres de consommation ? ”

Toujours dans Saône et Loire Infos, reçu récemment : on peut se désoler avec M. Accary qui nous dit, je cite : “ Nous allons devoir affronter de grandes difficultés avec la baisse drastique des dotations de l'Etat. Ce sont 16M d'euros que nous allons perdre pour notre département, d'ici 2016. C'est donc un véritable séisme financier qui nous attend. ” Oui, sauf qu'en page suivante, nous trouvons un article sur le projet Center Parcs tellement porteur de promesses. Mais à quel coût pour les collectivités ?

Oui, la baisse des dotations est dramatique, mais pour Center Parcs, pas de problèmes, de l'argent, on va en trouver. D'un côté, une sorte de prise de conscience (comme on l'a vu plus haut) laissant espérer un virage indispensable, puis une volte-face vers un mode de consommation délirant et catastrophique du point de vue climatique et écologique. D'un côté, de l'argent, “ y en a pas ” ou bien “ y en a plus ”, mais de l'autre, de l'argent “ y en a ”. Il faudrait savoir !

Autre démonstration d'incohérence, du côté de Pierre et Vacances cette fois-ci : le 24 avril dernier, à Marizy, M. Klotz nous dit que les clients laissent leur voiture au parking en arrivant et l'oublient jusqu'à leur départ de Center Parcs... puis d'annoncer plus loin les retombées économiques car les clients visitent la région, vont au restaurant... Ces propos sont incohérents et constituent une insulte à notre intelligence. Ou alors, je fais l'hypothèse que les clients des Center Parcs ont le don d'être en 2 endroits à la fois et, là, je m'incline.

Nous serions en droit d'espérer que les discours à géométrie variable viendraient saper la confiance, instilleraient le doute chez nos décideurs, car la rhétorique du Groupe Pierre et Vacances véhicule contradictions, promesses, incohérences et, si l'imprécision sémantique est de rigueur, ce n'est sûrement pas le fruit du hasard car ce flou laisse la porte ouverte à toutes les interprétations possibles.

Soulignons aussi que le système Pierre et Vacances (et son modèle économique) repose sur l'absence de responsabilité entrepreneuriale : tout entrepreneur qui se respecte prend ses risques ; pourquoi Pierre et Vacances n'assume-t-il pas TOUS LES SIENS ? Où est la cohérence ?

Autre aberration dans le protocole d'accord : je cite “ Le Département s'engage à accompagner Pierre et Vacances dans sa recherche de terrains qui s'avèreraient nécessaires au titre des

compensations, etc.... ". Juste une remarque : pour ne pas avoir à compenser ailleurs, une astuce très simple : ne pas nuire ici.

Le fil rouge parcourant les documents édités par Pierre et Vacances, ainsi que le discours officiel, tient en un mot : PROMESSE. Une promesse qui vient répondre au défaitisme des décideurs qui pensent avoir tout essayé, et aux espoirs d'une population en quête d'une forme particulière de modernité. Cette forme de communication fondée sur la promesse, laisse croire à de profonds changements - nécessairement producteurs de lendemains qui chantent. C'est adroit, terriblement malin car cette com se cale sur les attentes de chacun et veille, par son discours, à laisser croire qu'elle y répond. Aux actionnaires, courtiers et investisseurs institutionnels et privés, cette com démontre comment le groupe minimise ses risques. Ouvrons ici une parenthèse : il faut savoir que si Pierre et Vacances ne prend pas de risques, c'est que d'autres les prennent à sa place. En direction de la population et du politique, cette com livre un discours cousu main avec ses promesses d'emplois et de retombées économiques... Aux écologistes, mais à chacun sans doute aussi, une image lisse, propre et vertueuse.

L'enjeu écologique, l'aberration qui consiste à financer une bulle tropicale à l'heure où la France s'apprête à accueillir la conférence sur le climat, c'est encore une insulte à l'intelligence et à la raison.

Ce thème de Center Parcs est l'occasion inespérée d'opérer un sursaut, de redessiner un horizon courageux, c'est de nous aligner sur cette réalité que nous vivons dans un monde fini, aux ressources limitées, mais non pas de se soumettre à cette réalité dans une attitude défaitiste ou attentiste. Si nous laissons ce modèle se répandre avec sa prolifération de bulles tropicales, son siphonage d'argent public, alors nous serons les acteurs de notre propre malheur : il y a un devoir de résister à cette pente glissante.

Nous devons nous demander honnêtement ce qu'implique un tel projet. Quelles sont ses implications à différents niveaux ? Ce projet, avec ses conséquences, est-il purement local ? Bien que sa localisation nous situe chacun (Poligny et Le Rousset) sur un point bien précis de la géographie, nous sommes, pour l'un et l'autre, à la croisée d'enjeux importants : verticalement, avec des enjeux colossaux qui sont écologiques, climatiques, moraux et éthiques ; horizontalement car ce projet avec ses conséquences sur le local, le dépasse aussi et affecte tous les équilibres : importation du toc, du carton-pâte, avec sa signalétique voyante dans nos paysages, placage du factice sur un territoire empreint d'une culture millénaire, riche d'un bâti exceptionnel qui, lui, aurait mérité un véritable soutien... Sentiment diffus d'envahissement par cette irrésistible vague de médiocrité... Dégradation du sentiment d'appartenance... Destruction consciencieuse de la culture...

Nos décideurs devraient dresser un rempart face à ce système d'une parfaite immoralité et se poser une question centrale : quelle conception de l'être humain ? Quelle compréhension du vivre ensemble (tellement différent de ce parcage en camp fermé) ? Quelle est la visée politique d'un tel choix ? Cette précipitation aveugle ne signerait-elle pas une totale démission du politique, déléguant ses missions, voire les sous-traitant à des partenaires peu enclins à assumer leurs risques ?

Si vous, les élus, faites ce choix, alors nous assistons à la consécration d'une déconnexion d'un territoire et de ce qui est son essence, pour signer avec un " anti-monde ", avalisant une culture du divertissement par le loisir formaté.

Il est à craindre que ce débat n'aura été qu'un alibi pour ripoliner le projet d'une couche de démocratie comme il l'a été d'écologie et de social... Et pourtant ce projet nous a permis d'aller voir sous la surface. Et la réalité reste celle-ci : celle d'une opération financière au profit d'une transnationale qui se sert de toutes les ficelles possibles pour arriver à ses fins, aidée en cela par le manque de sérieux d'élus paniqués et sans idées...et sans écoute de leurs concitoyens.

Le choix à faire pourrait être celui du courage, celui d'ouvrir les yeux, de regarder froidement les chiffres et peut-être de se dire " quoi, tout ça pour ça ? " Considérer ce protocole d'accord en se délivrant des fausses promesses. Tout cet argent que les élus sont prêts à mettre sur la table, c'est une véritable saignée pour notre territoire, en lui retirant ses forces vives pour un groupe dont le seul intérêt est de prendre pour redonner à ses actionnaires, mais peut-être tout simplement pour survivre car son modèle est en perte de vitesse.

Pensons autrement, à présent : renoncer, ce ne serait pas ne rien faire. C'est penser dans d'autres directions. Prenons simplement l'exemple du paysan-boulangier installé récemment à Chevagny sur Guye, grâce à une aide minime des collectivités, mais aussi grâce à une mobilisation citoyenne... C'est une des voies sérieuses à explorer, en cohérence avec les valeurs d'hospitalité et d'économie à l'échelle de notre territoire, et qui restaure la confiance que l'on peut avoir à la fois dans sa compétence à créer son propre emploi et à se servir de ses propres forces. L'avenir passe par une revitalisation, par une reprise patiente des espaces délaissés, d'une démarche volontaire et respectueuse de l'environnement, et d'un soutien sans faille à ceux qui travaillent inlassablement au rayonnement de la Bourgogne dans ce qu'elle a de plus authentique : sa culture et son hospitalité.